

Le 12/06/2014

**PRIME D'ACCUEIL-ZIZANIE, PRIME DE CAMPAGNE-OUBLI,  
PRIME D'INTERESSEMENT-AMOINDRIE**

**D-DAY prime pour les primes.**

*«Les sanglots longs des Agents au téléphone bercent mon cœur d'une rigueur monotone.»*

*Ces mots annoncent l'arrivée de coups bas, vers l'aine, pour les primes.*

*La première à être débarquée est la prime de campagne. Le service de désinformation a fort bien fonctionné. A notre question, au cours du CTL du 18/04/2014, au sujet de son maintien cette année, nous avons été bombardés de: «Je ne sais pas.» A quelques semaines du jour J de la grève du 15 mai, dévoiler la vérité, c'est à dire sa suppression, aurait encore gonflé les troupes des agents mécontents. Sous la grève, les pavés.*

*Précédent la grande opération amphibie, le largage de planeurs prend le nom de code «Prime d'accueil.» Savoir si les agents parachutés à l'accueil en bénéficient, c'est le grand flou. La DG met en place un système qui sème confusion et zizanie. Sur son attribution? Réponse de Normand «P't être ben qu'oui, p't être ben qu' non» On va droit dans le mur.*

*De même malgré l'effet de Manche, saluant la qualité, le professionnalisme, le dévouement des agents, la prime d'intéressement se voit puiser dans ses réserves pour renforcer la prime d'accueil.*

*Nous connaissons l'importance des barges dans un débarquement, mais à ce point...*

**Compte-rendu du CTL du 03/06/2014.**

**Approbation du procès-verbal du CTL du 16/01/2014 SUPPRESSION D'EMPLOIS.**

Solidaires Finances Publiques refusent de participer au vote conformément à son éthique. Il est hors de question de cogérer les suppressions d'emplois. La CGT a adopté une position identique à la nôtre. CFDT et FO ont voté « pour ».

**Approbation du président pour notre liminaire.**

La parité administrative partage notre approche sur le choix malheureux par la DG de Lucienne et sur les vacances d'emplois au 01/09/2014. Sur ce dernier point, M. CLAUDON a envoyé un message à la DG pour évoquer la situation difficile du département suite aux déficits en cadres B et C. Il envisage même la fermeture au public des services sur certains sites. Une marche arrière se profile.

**FRAIS DE DEPLACEMENT: AU SECOURS, CHORUS ARRIVE.**

Mise en place le 17 juin 2014, ce nouveau logiciel devrait accélérer le délai de remboursement : 3 jours après validation par le chef de service. Pour M. GANZENMULLER, 3 semaines pour valider un état de frais, c'est trop long. Les agents itinérants auront une formation courant juin, pour les autres, e-formation. Attention : pour l'utilisation de son propre véhicule, chaque agent se verra attribuer une fiche profil (banque, véhicule,...) et devra la vérifier, notamment sur les garanties de son assurance. Réponse officielle, chaque agent doit se débrouiller avec son assurance.

Actuellement, la Direction fait une fixation sur les remboursements de frais de déplacement alors qu'il s'agit d'une avance faite par les agents au profit de l'administration. Selon M. CLAUDON, il ne faut pas que les remboursements de frais de déplacement constituent un supplément de salaire. Le comble, les huissiers du Trésor sont soupçonnés d'exercer une profession libérale. Solidaires Finances Publiques a obtenu la tenue d'un groupe de travail sur ce sujet, il se tiendra le 19 juin et un Espace De Dialogue (EDD) pour les huissiers du Trésor débutera fin juin.

**Mission communication.**

Une nouveauté 2014 : Il s'agit d'une note du 06/12/2011 qui rentre maintenant en application et ne nécessite pas un budget particulier. Ce plan est visible sur ULYSSE 54.

**Rapport annuel d'activité 2013.**

On note une explosion du nombre d'articles IR + 36% par rapport à 2012. On est victime de la mode : suppression de la demi-part des veuves, non indexation du barème,...ainsi 55% des contribuables deviennent imposables.

Étrange ! A l'heure du transfert des RJ-LJ au PRS et de l'enregistrement aux SPF, l'Administration est incapable de nous communiquer les chiffres idoines.

**Point PRS.**

Transfert des dossiers RJ-LJ sur 6 mois: 226 particuliers et 335 professionnels. Les plus anciennes procédures restent dans les services jusqu'à la clôture pour insuffisance d'actif. Les mandataires sont contactés pour accélérer les procédures.

Les effectifs du PRS sont définis:

- 3 A et 1 B pour le recouvrement forcé
- 3 B pour les procédures collectives
- 1 B pour la compta.

M.GANZENMULLER précise que, si le besoin s'en fait sentir, un A supplémentaire y sera affecté.

Pour l'immobilier, pas de grands travaux, juste un jeu de dominos : Le PRS prend un bureau au SIE SUD EST, le SIE SUD EST prend un bureau au CDIF, le CDIF prend un bureau au SPF.

Enfin, la restructuration du PRS sera examinée au CHSCT du 13 juin à la demande de Solidaires Finances Publiques.

### **Modification des horaires .**

Le Pôle Contrôle Expertise et le CDIF ont demandé à changer la plage des horaires variables. Les représentants ont voté « pour » à l'unanimité.

### **Questions diverses.**

Histoire de primes : confirmation de la suppression de la prime de campagne, mesquinerie quand tu nous tiens, la prime d'accueil concerne les agents en poste à l'accueil permanent généraliste en 2013. Pour les autres postes de réception, point de salut! Cette prime sera payée en juin et régularisée en juillet. Pour 2014, les modalités ne sont pas encore connues. Nouvelle mesquinerie, la prime d'intéressement ne sera versée qu'en août.

ZUS : un seul dossier est régularisé en ancienneté en Meurthe-et-Moselle pour un départ en retraite mais aucun versement n'est effectué.

Trésorerie de Neuves-Maisons : afin de réduire la surface proposée à la location, une cloison sera posée et un nouveau bail est signé avec une surface corrigée, donc moins cher. Les plans seront présentés lors d'un prochain CHS.

Rapprochement CDIF-SIP : chaque département doit faire remonter à la Centrale une proposition d'organisation au bureau GF-3A au 28 juillet 2014 pour une finalisation au 14 janvier 2015 et mise en œuvre courant 2015,

Fiches de paye : la dématérialisation des bulletins de salaires sera possible avec SIRHIUS à une date encore indéterminée. En conformité avec le droit du travail, le problème de la confidentialité des données devra quand même être résolu un jour.

Rapprochement SPF-Enregistrement : à la question de Solidaires Finances Publiques, le sujet reste au point mort pour le département.

***«L'Homme? Un magicien parfois, mais combien mesquin son pouvoir, petites ses réalisations.» Yves Thériault.***

## **DECLARATION LIMINAIRE AU CTL du 03 juin 2014.**

Monsieur le président,

Au cours du précédent CTL, lors de la présentation de la campagne IR, on ne nous avait pas tout dit. En effet, nous avons découvert un nouveau personnage à la DGFIP. Et quel personnage! «Lucienne vous présente nos services en ligne». Si la croix Rouge s'offre Adriana Karembou, la DGFIP ne peut que s'offrir les services de Lucienne, serait-ce un signe de paupérisation? Ces clips seraient donc si ridicules que les agents des Finances Publiques ne peuvent y accéder. A quand les tee-shirts estampillés «I love Impôts.gouv» accompagnés d'un logo représentant un cœur rouge aux services d'accueil.

Rouge comme la colère des agents qui s'est exprimée par un score important de 33% lors de la grève du 15 mai.

Un mécontentement qui ne peut que s'aggraver au vu des mouvements nationaux de mutation au 01/09/2014. Malgré le rappel de la liste complémentaire, les vacances d'emploi s'élèveront à 2 370 Agents C au 31/12/2014. Et pour la catégorie B, le déficit sera supérieur à 1 362 agents. Pour la catégorie A, de nombreux postes restent non pourvus. De fait, en rendant pérennes ces vacances d'emplois, il s'agit bien de suppressions d'emplois masquées qui se cumulent aux milliers de suppressions subies par les agents de la DGFIP ces dernières années. Comment faire fonctionner les services et assurer les missions avec plus de 30.000 suppressions d'emploi en 10 ans?

Un avenir noir : Les annonces sont fracassantes:

- création des Centres De Contact : quel avenir pour les accueils, les CIS et les SIP ?
- finalisation du chantier SIP-CDIF : la solution finale pour le secteur foncier.
- rapprochement SPF-Enregistrement : quid des emplois et des missions ?
- dépouillement des SIE : transfert des RJ-LJ au PRS et arrivée du nouveau GESPRO et de RSP Forcé.
- fermeture annoncée des petites Trésoreries.

Le tout dans un contexte de malaise social au sein de la DGFIP. Sous l'effet du gel de la valeur du point d'indice, les jeunes fonctionnaires, notamment ceux de la catégorie C, se voient rattrapés par le SMIC, de nombreux fonctionnaires dits «A+» ont connu une hausse significative de leur régime indemnitaire. La fameuse harmonisation des régimes indemnitaires, effet mécanique de la fusion «impôts/trésor», a confirmé des écarts de rémunération importants dans la filière «gestion publique» et les a sensiblement amplifiés dans la «filiale fiscale». Cette opération a laissé des traces et a d'autant plus été mal vécue par de nombreux agents qu'ils subissaient par ailleurs le gel de la valeur du point d'indice, l'absence de valorisation de leur régime indemnitaire, un management de plus en plus contraignant et une baisse des moyens couplée à une hausse de la charge de travail. A travers la fusion des SIP, des SIE, la fermeture des trésoreries et de services entiers, la limitation de l'accueil au public lorsque les effectifs du poste ne sont pas suffisants, ce sont des pans entiers de missions qui sont abandonnés, et ce n'est qu'un début !

Tout ceci a visiblement échappé à Lucienne, perte de mémoire ou opération de com ? Va comprendre, Lucienne !

En réponse à notre déclaration liminaire, vous ferez sans doute état de votre compassion envers vos agents. A l'image des quatre généraux qui ont mis en balance leur démission face aux restrictions budgétaires, à quand quatre AGFIP ? Nous en rêvons.

**«Rêver seul ne reste qu'un rêve. Rêver ensemble devient la réalité.» John LENNON.**